

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 030496 – ASA 21/037/2003

Informations complémentaires sur l'AU 150/03 (ASA 21/023/2003 du 28 mai 2003)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**INDONÉSIE
(ACEH)**

**M. Hassan (h), 30 ans
Amir (h), agriculteur, 35 ans
Mulkan (h), conseiller juridique, 50 ans
Tarmizi (h), homme d'affaires
ainsi que 20 villageois (noms inconnus)**

Personne tuée : Muhammad Jamal (h), employé d'une chaîne de télévision, 40 ans

Londres, le 30 juillet 2003

Le 17 juin, Muhammad Jamal, employé au sein du service de la production de la chaîne de télévision publique TVRI, a été retrouvé sans vie non loin de la ville de Banda Aceh.

Muhammad Jamal avait " disparu " le 20 mai après avoir été emmené des locaux de la TVRI par un groupe d'hommes qui, d'après certaines sources, seraient des militaires. Selon une déclaration relayée par les médias, son corps a été retrouvé dans une rivière, les yeux et la bouche recouverts de ruban adhésif, les mains liées et une grosse pierre attachée au cou par une corde.

On sait à présent que M. Hassan, Amir et Mulkan sont détenus au siège de la police régionale (POLDA) à Banda Aceh. Ils ont été autorisés à voir des avocats, mais n'ont pas encore été inculpés. Selon les informations recueillies, M. Hassan a été interpellé le 24 mai dans son village de Paya Kunyet, situé dans le sous-district de Montasik (district d'Aceh Besar), au cours d'une " opération de ratissage " destinée à traquer les membres du *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre). Amir a été arrêté à la même date alors qu'il se rendait à son jardin dans le village de Lampanah, sous-district d'Indrapuri (district d'Aceh Besar). Mulkan a été arrêté cinq jours plus tôt, le 19 mai, à son domicile dans le sous-district de Baiturrahman, à Banda Aceh.

Amnesty international n'a reçu aucune information supplémentaire concernant le lieu où se trouvent Tarmizi et les 20 villageois " disparus ".

Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels. Amnesty International va continuer à suivre de près l'évolution de la situation et poursuivra son action par des appels à long terme.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*